



## Règlements généraux

---

ADOPTÉS LE 4 DÉCEMBRE 2013

RATIFIÉS LE 27 MARS 2014

MODIFIÉS ET RATIFIÉS 24 MAI 2017

MODIFIÉS ET RATIFIÉS 24 MAI 2018

MODIFIÉS 17 NOVEMBRE 2020

MODIFIÉS LE 23 NOVEMBRE 2023

## Sommaire

SECTION I : LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1.0 LA CORPORATION.....	5
1.1 LA DÉNOMINATION SOCIALE.....	5
1.2 LE TERRITOIRE .....	5
1.3 LE SIÈGE SOCIAL.....	5
1.4 LE SCEAU DE LA CORPORATION .....	5
SECTION II : LES OBJETS.....	5
2.1 LES OBJETS .....	5
SECTION III : L'INTERPRÉTATION .....	6
3.0 LES DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION.....	6
3.1 LES DÉFINITIONS.....	6
3.2 LA DÉFINITION DE LA LOI .....	7
3.3 LES TITRES.....	8
SECTION IV : LES MEMBRES.....	8
4.0 LES CATÉGORIES DE MEMBRES ET CONDITIONS D'ADMISSION. ....	8
4.1 LE MEMBRE ACTIF.....	8
4.2 LA COTISATION .....	10
4.3 LA DÉMISSION D'UN MEMBRE .....	11
4.4 LA SUSPENSION ET L'EXPULSION .....	11
SECTION V : L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE .....	11
5.1 L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE .....	12
5.2 LES OBJETS .....	12
5.3 L'AVIS DE CONVOCATION.....	12
5.4 LE QUORUM.....	13
5.5 LE PRÉSIDENT D'ASSEMBLÉE.....	13
5.6 LE VOTE .....	13
5.7 L'AJOURNEMENT .....	13
5.8 L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE .....	14

5.9	<i>L'ASSEMBLÉE DES MEMBRES PAR VOIE ÉLECTRONIQUE</i> .....	14
SECTION VI : LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.....		15
6.1	LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION .....	15
6.2	L'ÉLECTION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	16
6.3	LES RÔLES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION .....	16
6.4	LA DURÉE DES FONCTIONS .....	17
6.5	LE MÉCANISME DE ROTATION.....	17
6.6	POSTES VACANTS .....	17
6.7	LA CESSATION ET DESTITUTION .....	18
6.8	LA RÉMUNÉRATION .....	18
6.9	LA LIMITE DES POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION .....	18
6.10	LES COMITÉS .....	19
6.11	L'AVIS DE CONVOCATION.....	19
6.12	NOMBRE DE RÉUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	19
6.13	LES ASSEMBLÉES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION .....	19
6.15	LES ASSEMBLÉES EXTRAORDINAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	20
6.16	La PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	20
6.17	LE QUORUM.....	20
6.18	LE VOTE .....	20
6.19	L'AJOURNEMENT .....	21
6.20	L'EXONÉRATION .....	21
SECTION VII LES DIRIGEANTS .....		22
7.1	LES FONCTIONS POLITIQUES .....	22
7.2	POSTES VACANTS .....	22
7.3	LA CESSATION ET DESTITUTION .....	22
7.4	LES MANDATS ET FONCTIONS .....	22
7.5	LA RÉMUNÉRATION .....	23
SECTION VIII : LA DIRECTION GÉNÉRALE .....		23

8.1	LA DIRECTION GÉNÉRALE.....	23
8.2	LES RÔLES ET FONCTIONS .....	23
8.3	LES COMITÉS OPÉRATIONNELS .....	23
8.4	LE PERSONNEL.....	23
8.5	L’EMBAUCHE ET DESTITUTION .....	24
SECTION XIV : LES DISPOSITIONS DIVERSES.....		24
9.1	L’EXERCICE FINANCIER.....	24
9.2	LES EFFETS BANCAIRES.....	24
9.3	L’AUTORISATION .....	24
9.4	LIQUIDATION .....	25
SECTION X : LES RÈGLEMENTS.....		25
10.1	LES PROCÉDURES D’ADOPTION, DE MODIFICATION OU D’ABROGATION.....	25
10.2	LA RATIFICATION .....	25
10.3	L’ABROGATION ET REMPLACEMENT .....	26
SECTION XI : LES DISPOSITIONS TRANSITOIRES.....		27
11.1	L’ENTRÉE EN VIGUEUR .....	27
11.2	L’ADOPTION .....	27

## **SECTION I : LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1.0 LA CORPORATION**

#### **1.1 LA DÉNOMINATION SOCIALE**

La Corporation a été constituée en vertu de la *Loi sur les compagnies du Québec*, Partie III, libro C-896 folio 52 sous la dénomination sociale Conseil de la culture de Lanaudière, **le 7 juin 1978**. La Corporation peut aussi utiliser la dénomination sociale Culture Lanaudière.

#### **1.2 LE TERRITOIRE**

Le territoire privilégié de la Corporation est la région Lanaudière, désignée région administrative 14 par le gouvernement du Québec.

#### **1.3 LE SIÈGE SOCIAL**

Le siège social de la Corporation est établi sur le territoire du Québec dans le district de Lanaudière à telle adresse déterminée par le Conseil.

#### **1.4 LE SCEAU DE LA CORPORATION**

Un sceau dont le mode d'utilisation sera déterminé par une politique du Conseil prévue à cet effet

## **SECTION II : LES OBJETS**

### **2.1 LES OBJETS**

Créée par le ministère de la Culture et des Communication du Québec, la Corporation est un organisme régional indépendant, et à but non lucratif, rassemblant toute personne venant des milieux culturels et artistiques, intéressée à promouvoir la culture sous toutes ses formes.

Les objets de la Corporation sont tels que précisés dans ses Lettres patentes émises le 7 juin 1978 et ses Lettres patentes supplémentaires émises le 25 novembre 1993.

## **SECTION III : L'INTERPRÉTATION**

### **3.0 LES DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION**

#### **3.1 LES DÉFINITIONS**

À moins d'une disposition expresse au contraire ou à moins que le contexte ne le veuille autrement, dans ces règlements :

**Acte constitutif** désigne le mémoire des conventions, les lettres patentes, les lettres patentes supplémentaires de la Corporation, les règlements adoptés en vertu des articles 21 et 87 de la loi et les avis de l'article 32;

**Membre du conseil** désigne une personne membre du Conseil d'administration;

**Conseil** désigne le Conseil d'administration de la Corporation;

**Corporation** désigne le Conseil de la culture de Lanaudière;

**Fonctions** désigne la personne élue à la présidence de la Corporation, à la vice-présidence, à la trésorerie ainsi que la direction générale reconnue au secrétariat corporatif;

**Famille** désigne l'ensemble des membres œuvrant dans une même discipline ou le même domaine tel que défini dans la politique prévue à cet effet.

**Jour ouvrable** dans le calcul d'un délai prévu aux présents règlements, « jour ouvrable » exclut le samedi, le dimanche et les jours de congé férié au cours desquels les bureaux de la Corporation sont fermés;

**Jour de calendrier** : dans le calcul d'un délai prévu aux présents règlements, « jour de calendrier » inclut le samedi, le dimanche et les jours de congé férié au cours desquels les bureaux de la Corporation sont fermés;

**Loi** : *Loi sur les compagnies du Québec* (L.R.Q., chapitre c-38 partie III).

**Majorité simple** signifie cinquante pour cent plus un (50 % + 1) des voix exprimées à une assemblée, sans tenir compte des abstentions et des votes nuls;

**Membre associé** désigne une personne ou une personne déléguée d'une organisation qui appuie la cause artistique et culturelle dans Lanaudière.

**Membre actif individu** désigne une personne provenant de l'une ou l'autre des familles et qui respecte les conditions d'admission définies aux présents règlements;

**Membre actif organisme** désigne une personne morale artistique ou culturelle, soit une association, un organisme, une municipalité, une MRC ou une entreprise dument incorporées qui délègue un individu et qui respecte les conditions d'admission définies aux présents règlements;

**Personne cooptée**, désigne une personne nommée par le Conseil à titre de membre du conseil d'administration;

**Politique** : désigne un énoncé du Conseil précisant divers éléments pertinents à son rôle de mandataire fiduciaire en tenant compte de l'actualisation de la gouvernance;

**Région** désigne la région administrative de Lanaudière telle que reconnue par décret du gouvernement du Québec;

**Règlements** désignent les présents règlements ainsi que tous les autres règlements de la Corporation alors en vigueur.

**Secrétariat corporatif** désigne la direction générale

### 3.2 LA DÉFINITION DE LA LOI

Sous réserve de ce qui précède, les définitions prévues à la loi s'appliquent aux termes utilisés dans les règlements.

En cas de contradiction entre la Loi, l'acte constitutif ou les règlements, la Loi prévaut.

### **3.3 LES TITRES**

Les titres utilisés dans les règlements ne le sont qu'à titre de référence et ils ne doivent pas être considérés dans l'interprétation des termes ou des dispositions des règlements.

## **SECTION IV : LES MEMBRES**

### **4.0 LES CATÉGORIES DE MEMBRES ET CONDITIONS D'ADMISSION.**

La Corporation compte trois (3) catégories de membres. Les membres actifs, individuels ou corporatifs et les membres associés.

#### **4.1 LE MEMBRE ACTIF**

##### ***4.1.1 Les membres actifs individuels***

Le membre actif individuel est une personne physique qui exerce les droits et privilèges tels que définis dans les présents règlements.

Conditions d'admission :

Peut être admis à titre de membre actif, *une personne provenant de l'une ou l'autre des familles*, tel que définie dans la politique du Conseil prévue à cet effet et qui répond aux conditions d'admissions suivantes :

- a) soumettre au secrétariat corporatif une demande écrite d'adhésion selon le formulaire établi à cet effet par le Conseil;
- b) accepter la mission et les objets de la Corporation;



- c) désirer soutenir la Corporation dans la réalisation de ses orientations et participer de différentes façons à la réalisation des objectifs de celle-ci;
- d) acquitter la cotisation annuelle et, s'il y a lieu, toute cotisation que le Conseil pourrait déterminer;
- e) satisfaire à tous les critères d'éligibilité déterminés par le Conseil ;
- f) être accepté par le Conseil.

#### ***4.1.2 Les membre actifs corporatifs***

Le membre actif corporatif désigne toute personne morale légalement constituée. Sont considérées aussi comme membre actif corporatif, les municipalités et MRC.

##### Conditions d'admission :

Peut être admis à titre de membre actif corporatif de la Corporation, un organisme qui répond aux conditions d'admission suivantes :

- a) soumettre au secrétariat corporatif une demande écrite d'adhésion selon le formulaire établi à cet effet par le Conseil;
- b) acquitter la cotisation annuelle, s'il y a lieu, toute cotisation que le Conseil pourrait déterminer;
- c) accepter la mission et les objets de la Corporation;
- d) désirer soutenir la Corporation dans la réalisation de ses orientations et participer de différentes façons à la réalisation des objectifs de celle-ci;
- e) satisfaire à tous les critères d'éligibilité déterminés par le Conseil ;

- f) À l'intérieur de soixante (60) jours de calendrier de la date de l'assemblée générale, désigner une personne qui exercera les droits et les privilèges tels que définis dans les présents règlements;
- g) satisfaire à tous les critères d'éligibilité déterminés par le Conseil ;
- h) être accepté par le Conseil.

#### **4.1.3 Les membres associés**

Peut être admis à titre de membre associé de la Corporation, une personne qui appui la cause artistique et culturelle :

Conditions d'admission :

- a) soumettre au secrétariat corporatif une demande écrite d'adhésion selon le formulaire établi à cet effet par le Conseil;
- b) accepter la mission et les objets de la Corporation;
- c) désirer soutenir la Corporation dans la réalisation de ses orientations et participer de différentes façons à la réalisation des objectifs de celle-ci;
- d) acquitter la cotisation annuelle et, s'il y a lieu, toute cotisation que le Conseil pourrait déterminer;
- e) satisfaire à tous les critères d'éligibilité déterminés par le Conseil;
- f) être accepté par le Conseil.

#### **4.2 LA COTISATION**

Le Conseil fixe le montant de la cotisation annuelle selon la politique du Conseil prévue à cet effet. Cette cotisation est payable à la réception de l'avis de cotisation et doit être payée au plus tard trente (30) jours de calendrier avant la date de l'assemblée générale annuelle de la Corporation.

Toute cotisation n'est pas remboursable en cas de démission, de suspension ou d'expulsion d'un membre.

#### **4.3 LA DÉMISSION D'UN MEMBRE**

Un membre actif individuel ou le délégué du membre actif corporatif, et le membre associé peut démissionner en faisant parvenir un avis écrit au secrétariat corporatif. Sa démission prend effet à la réception de son avis écrit.

Elle ne libère toutefois pas le membre du paiement de toute cotisation due à la Corporation avant que sa démission ne prenne effet. Aucune cotisation n'est remboursable.

#### **4.4 LA SUSPENSION ET L'EXPULSION**

Le Conseil **peut**, par résolution, suspendre, pour la période qu'il détermine, ou expulser tout membre ou le délégué du membre actif corporatif, qui ne respecte pas les règlements de la Corporation ou qui agit contrairement aux intérêts de cette dernière.

Cependant, avant de prononcer la suspension ou l'expulsion, le Conseil doit, par lettre recommandée, l'aviser de la date et de l'heure de l'audition de son cas, lui faire part succinctement des motifs qui lui sont reprochés et lui donner la possibilité de se faire entendre.

Tout membre qui néglige de payer ou qui ne paie pas sa cotisation pour une période de trente (30) jours de la date à laquelle elle était exigible, peut être suspendu et perdre tous ses droits dont, entre autres, le droit de vote et le droit d'agir en tant que fonction politique de la personne morale. Des frais supplémentaires peuvent lui être imputés si la personne désire récupérer son statut de membre.

### **SECTION V : L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

## **5.1 L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE**

L'assemblée générale annuelle est composée des membres en règle et des membres du conseil d'administration. L'assemblée générale annuelle des membres de la Corporation se tient sur le territoire de Lanaudière, à la date et à l'heure définie par le Conseil.

L'assemblée générale annuelle doit être tenue dans les quatre-vingt-dix (90) jours de calendrier suivant la fin de l'année financière.

## **5.2 LES OBJETS**

L'assemblée générale annuelle a pour objets :

- a) La présentation du rapport du président;
- b) La présentation du rapport des activités;
- c) Le dépôt du rapport financier;
- d) L'élection des membres du conseil d'administration selon le processus d'élection annuelle;
- e) La nomination d'un auditeur indépendant des comptes;
- f) Le cas échéant, la ratification des changements aux règlements généraux que le Conseil aurait pu adopter ;
- g) L'étude de toute proposition soumise par le Conseil;
- h) Donner la parole aux membres.

## **5.3 L'AVIS DE CONVOCATION**

L'avis de convocation de chaque assemblée générale annuelle des membres doit être expédié, par le secrétariat corporatif, aux membres et au délégués du membre corporatif. Cette convocation, se donne par lettre, ou courrier électronique, comprenant les informations sur la date, l'heure, le lieu et les objets de la tenue de cette assemblée, et doit être transmis aux coordonnées telles que transmises par le membre au moins trente (30) jours de calendrier avant la date fixée pour la tenue de l'assemblée

L'omission accidentelle de faire parvenir cet avis à un ou quelques membres ou la non réception d'un avis par toute personne n'a pas pour effet de ne rendre nulles les résolutions adoptées à cette assemblée. Il est loisible à tout membre de renoncer à un avis de convocation et la présence d'un membre à une

assemblée couvre le défaut d'avis quant à ce membre sauf si sa présence est pour contester le défaut d'avis à cette réunion

#### **5.4 LE QUORUM**

À moins que la loi ou l'acte constitutif n'exige un quorum différent à une assemblée des membres, le quorum est constitué des personnes présentes ayant droit de vote.

#### **5.5 LE PRÉSIDENT D'ASSEMBLÉE**

Les assemblées des membres sont présidées par la présidence de la Corporation ou par toute autre personne choisie par le Conseil à cet effet. Les délibérations des assemblées générales se dérouleront selon les modalités déterminées par le président d'assemblée.

#### **5.6 LE VOTE**

A droit de vote à l'assemblée générale toute personne ayant droit de vote. Le vote par procuration n'est pas permis.

Sauf dispositions contraire dans la Loi ou les règlements, toute résolution est adoptée à majorité simple des personnes ayant droit de vote présentes. Tout vote se prend à main levée, sauf si dix-pour cent (10%) des personnes ayant droit de vote le demande. Dans un tel cas, on procède par scrutin secret. La **personne responsable du secrétariat** corporatif agit comme responsable du scrutin ou toute autre personne choisie par le Conseil à cet effet

En cas d'égalité des voix, la présidence d'assemblée ne possède pas un second vote ou un vote prépondérant. Le statu quo prévaut et toute proposition est rejetée

#### **5.7 L'AJOURNEMENT**

Une assemblée des membres peut être ajournée en tout temps par la présidence d'assemblée ou sur un vote majoritaire des **personnes** ayant droit de vote présentes. Cette assemblée peut être tenue telle qu'ajournée sans qu'il soit nécessaire de la convoquer de nouveau. Lors de la reprise de l'assemblée

ajournée, toute affaire qui aurait pu être transigée lors de l'assemblée en cours de laquelle l'ajournement fut voté peut être valablement transigée.

## **5.8 L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE**

Sur réception, par le secrétariat corporatif à son siège social, d'une demande écrite signée par au moins un dixième (10%) des personnes ayant droit de vote, indiquant les objets de l'assemblée projetée, le secrétariat corporatif doit immédiatement convoquer une assemblée extraordinaire des membres pour l'expédition de l'affaire mentionnée dans la demande

Si le Conseil n'a pas convoqué l'assemblée et qu'elle n'a pas été tenue dans les vingt-et-un 21 jours à compter de la date de la demande, tous membres signataires de la demande ou non, représentant au moins un dixième (10%) du nombre total des membres, peuvent eux-mêmes convoquer l'assemblée et en fixer la date, l'heure et l'endroit

Seul(s) le (ou les) objet(s) de toute assemblée générale extraordinaire mentionné(s) dans l'avis de convocation d'une telle assemblée peut (peuvent) faire l'objet de délibérations, aucune affaire nouvelle n'étant acceptée

## **5.9 L'ASSEMBLÉE DES MEMBRES PAR VOIE ÉLECTRONIQUE**

La Loi sur les compagnies du Québec a procédé à une modification substantielle concernant la tenue des assemblées générales des membres.

Dorénavant, une assemblée générale annuelle ou extraordinaire des membres pourra avoir lieu par tout moyen de communication permettant aux membres de communiquer immédiatement entre eux par moyen électronique (Skype, ZOOM, Face Time etc.).

Les moyens de communication pourront donc être une vidéoconférence ou une audioconférence....

Il est également possible qu'au cours d'une même assemblée certains membres participent à l'assemblée en personne et d'autres y participent par un moyen technologique. Ce sera au Conseil à le décider et à le prévoir lors de l'avis de convocation ou d'insérer les modalités dans les règlements généraux. Ce sera également au Conseil de choisir les modalités technologiques en fonction lors de l'assemblée des membres.

S'il est nécessaire de tenir un vote secret, comme par exemple lors de l'élection des membres du conseil d'administration le vote pourra être pris par tout moyen de communication permettant à la fois de préserver la confidentialité du vote et en permettre la vérification subséquente.

## **SECTION VI : LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**

### **6.1 LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

La Corporation est administrée par un Conseil d'administration composé de **neuf (9)** personnes issues des membres actifs individuels et de délégués de membres actifs corporatifs en règle et de personnes cooptées par le Conseil. :

- a) Quatre (4) personnes issues des membres actifs individuels;
- b) Deux (2) personnes issues des membres actifs corporatifs;
- c) Une personne issue d'une municipalité de moins de 10 000 habitants;
- d) Une personne issue d'une municipalité de plus de 10 000 habitants;
- d) Une (1) personne cooptée.

Un membre du conseil d'administration ne peut avoir de substitut. Chacun siège au Conseil à titre strictement personnel et est tenu d'agir en tout temps en conformité avec le présent règlement.

Aucun membre du conseil d'administration ne peut être lié à un autre membre du conseil d'administration.

La direction générale y assiste avec droit de parole, sans droit de vote. Dans le cadre d'un processus de relève, la direction générale peut y être accompagnée. Cette personne y assiste avec droit de parole, sans droit de vote.

## **6.2 L'ÉLECTION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

- 6.2.1 Au plus tard soixante (60) jours de calendrier avant l'assemblée générale annuelle, un appel de mises en candidatures est effectué à l'ensemble des membres.
- 6.2.2 Les mises en candidature se tiennent sur une période de vingt (20) jours de calendrier. Une personne intéressée à poser sa candidature devra dûment compléter le bulletin de mise en candidature et le transmettre au secrétariat corporatif qui les fera parvenir au comité des mises en candidatures;
- 6.2.3 Le rôle et le mandat du comité des mises en candidatures sont déterminés dans la politique du Conseil prévue à cet effet;
- 6.2.4 Au plus tard trente (30) jours de calendrier avant l'assemblée générale, le Conseil transmet aux personnes ayant droit de vote la liste des candidatures;
- 6.2.5 S'il n'y a qu'une seule candidature intéressée, la personne est élue par acclamation;
- 6.2.6 S'il y a plus d'une candidature pour un poste, le vote se prend par scrutin secret par les personnes ayant droit de vote. Les candidatures ayant recueillis le plus grand nombre de voix sont élues
- 6.2.7 Lors de la période de mise en candidature, s'il y a plus d'une candidature provenant d'un membre actif organisme tel que défini, le membre actif organisme concerné doit identifier la personne qu'il choisit de présenter.

## **6.3 LES RÔLES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil gère et administre les affaires de la Corporation en fonction des objets inscrits dans ses Lettres patentes et des orientations générale que la Corporation s'est données, notamment en l'élaboration d'une vision d'avenir, en l'établissement des politiques claires dans les domaines pertinents à la progression de la Corporation dans l'accomplissement de sa mission et en



favorisant le développement d'un réseau entre la Corporation, ses membres et ses partenaires, le tout selon des politiques du Conseil prévues à cet effet

#### **6.4 LA DURÉE DES FONCTIONS**

Le mandat d'un membre du conseil d'administration est de (2) ans se terminant à la fin de l'assemblée générale de l'année d'échéance.

Tout membre du conseil d'administration dont le mandat se termine est rééligible pour un maximum de cinq (5) mandats complets consécutifs, à moins que lors de l'élection en vigueur à ce moment, aucune candidature ne soit soumise.

Tout membre du conseil d'administration élu entre en fonction à la clôture de l'assemblée générale annuelle.

#### **6.5 LE MÉCANISME DE ROTATION**

Pour assurer le mécanisme de rotation pour l'élection des membres du conseil d'administration, il est réputé que les sièges seront numérotés de 1 à 9.

Les sièges impairs 1, 3, 5, 7 et 9 seront en élection aux années impaires. Les sièges 2, 4, 6 et 8 seront en élection aux années paires.

Le siège 9 est comblé par une personne cooptée

#### **6.6 POSTES VACANTS**

Tout membre du conseil d'administration dont la charge est devenue vacante peut être remplacé par le Conseil au moyen d'une simple résolution. Le membre du conseil d'administration nommé en remplacement demeure en fonction pour le reste du terme non expiré.

Le Conseil peut, entre temps, valablement continuer à exercer ses fonctions, pourvu que le quorum subsiste à chaque réunion

## **6.7 LA CESSATION ET DESTITUTION**

Cesse de faire partie du Conseil et d'occuper sa fonction de membre du conseil d'administration qui :

- A. Présente par écrit sa démission au secrétaire corporatif;
- B. Décède ou devient failli;
- C. S'absente de deux (2) réunions au cours d'un même exercice, à moins de circonstances exceptionnelles approuvées par le conseil;
- D. N'est plus membre actif individuel ou corporatif en règle;
- E. N'est plus la personne issue du membre actif corporatif;
- F. Est destitué par un vote majoritaire des personnes ayant droit de vote lors d'une assemblée extraordinaire prévue à cet effet

## **6.8 LA RÉMUNÉRATION**

Les membres du conseil d'administration ne sont pas rémunérés pour leurs services. Ils peuvent cependant être indemnisés pour des dépenses directes et raisonnables encourues dans l'exercice de leurs fonctions selon la politique du Conseil prévue à cet effet.

## **6.9 LA LIMITE DES POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Les membres du conseil d'administration de la Corporation doivent agir dans les limites des pouvoirs qui lui sont conférés avec soin, prudence, diligence et compétence comme le ferait en pareilles circonstances une personne raisonnable, avec honnêteté, loyauté et dans l'intérêt de la Corporation. Il est tenu de déclarer, pour consignation au procès-verbal, son intérêt direct ou indirect, distinct de celui de la Corporation, dans un contrat ou une affaire que projette la Corporation.

Le membre du conseil d'administration ayant ainsi un intérêt ne peut participer à la discussion et à la décision sur le contrat ou l'affaire en cause et peut se retirer physiquement de la salle des délibérations tant que la discussion n'est pas terminée et décision prise. Le défaut d'un membre du conseil d'administration à se conformer à cet article n'entraîne pas la nullité de la décision prise mais il le rend redevable de ses bénéfices envers la Corporation, ses membres ou ses

créanciers et peut entraîner sa destitution comme membre du conseil d'administration.

De plus, chaque membre du conseil d'administration évitera de se placer en situation de conflit d'intérêt ou d'être en apparence de conflit d'intérêts.

#### **6.10 LES COMITÉS**

Pour l'aider dans l'exécution de son mandat, le Conseil peut mettre sur pied tout comité jugé nécessaire pour l'aider dans l'accomplissement de son mandat conformément aux politiques du Conseil établies à cet effet.

#### **6.11 L'AVIS DE CONVOCATION**

L'avis de convocation, accompagné d'un ordre du jour, à une assemblée du Conseil se donne par le secrétariat corporatif par lettre, télécopieur, téléphone ou courrier électronique dans un délai d'au **moins cinq (5) jours**. Si tous les membres du conseil d'administration sont présents ou si tous y consentent par écrit, l'assemblée peut avoir lieu sans avis préalable de convocation. La présence d'un membre du conseil d'administration à une assemblée couvre le défaut d'avis quant à ce membre du conseil d'administration sauf si sa présence est pour contester le défaut d'avis à cette réunion

#### **6.12 NOMBRE DE RÉUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil se réunit au moins quatre reprises au cours de l'exercice financier en plus de l'assemblée générale annuelle, à tout endroit de son territoire. Le Conseil établit ses propres procédures.

**Il est tenu** de se réunir annuellement, lors d'une réunion spécialement tenue à cette fin, immédiatement après l'assemblée générale annuelle, pour élire parmi **les membres du conseil d'administration**, les personnes qui auront la charge des fonctions politiques du Conseil. La tenue de cette réunion ne nécessite pas d'avis de convocation.

#### **6.13 LES ASSEMBLÉES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Les membres du conseil d'administration peuvent, s'ils sont tous d'accord,

participer à toute assemblée du Conseil à l'aide de moyens leur permettant de communiquer oralement et simultanément entre eux. Ils sont alors réputés avoir assisté à la réunion.

De plus, toute résolution écrite signée par tous les membres du conseil d'administration est valide et a le même effet que si elle avait été adoptée à une assemblée du Conseil dûment convoquée et tenue. Une telle résolution est insérée au registre des procès-verbaux de la Corporation au même titre qu'un procès-verbal régulier.

#### **6.15 LES ASSEMBLÉES EXTRAORDINAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Les assemblées extraordinaires du Conseil peuvent être convoquées à la demande de la présidence du Conseil ou de trois (3) membres du conseil d'administration par écrit, laquelle demande doit comprendre les motifs d'une telle convocation. Seuls les sujets mentionnés à l'avis de convocation peuvent être discutés. Le délai d'avis pour une assemblée extraordinaire est de quarante-huit (48) heures

#### **6.16 La PRÉSIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

La présidence du Conseil ou, en son absence, la vice-présidence, préside toutes les assemblées du conseil d'administration. Si les personnes mentionnées ci-dessus sont absentes ou refusent d'agir, les personnes présentes peuvent choisir quelqu'un parmi eux pour agir comme président d'assemblée. Advenant l'égalité des votes, la présidence n'a pas le droit de vote prépondérant, ainsi le statu quo prévaut et toute proposition est alors considérée comme rejetée.

#### **6.17 LE QUORUM**

Le quorum est fixé à cinq (5) membres du conseil d'administration. Le quorum doit exister pendant toute la durée de la réunion

#### **6.18 LE VOTE**

Le vote par procuration n'est pas permis. Tout membre du conseil d'administration a droit à un vote et toutes les questions soumises au Conseil

doivent être décidées au moins à la majorité simple des votes des membres du conseil d'administration. Le vote est pris à main levée à moins que la présidence ou un membre du conseil d'administration ne demande le scrutin. Si le vote se fait par scrutin, le secrétariat corporatif agit comme responsable du scrutin et dépouille le scrutin

## **6.19 L'AJOURNEMENT**

La présidence du Conseil peut, avec le consentement des membres du conseil d'administration présents à une réunion du Conseil, ajourner toute réunion du Conseil à une date et dans un lieu qu'il détermine, sans qu'il soit nécessaire de donner un nouvel avis de convocation aux membres du conseil d'administration.

Lors de la reprise de réunion, le Conseil peut valablement délibérer conformément aux modalités prévues lors de la réunion pourvu qu'il y ait quorum. Les membres du conseil d'administration constituant le quorum lors de la réunion initiale ne sont pas tenus de constituer le quorum lors de la reprise de cette réunion. S'il n'y a pas quorum à la reprise de la réunion celle-ci est réputée avoir pris fin à la réunion précédente où l'ajournement fut décrété

## **6.20 L'EXONÉRATION**

Dans les limites permises par la Loi, chaque membre du conseil d'administration ayant assumé et assume la fonction de membre du conseil d'administration incluant celle d'élu à des fonctions politiques à la condition expresse et en considération du présent engagement de l'exonérer de toute responsabilité et de le tenir indemne ainsi que ses successeurs, héritiers et ayant droit, de toute réclamation, action, frais ou charge en raison de toute action ou omission de sa part dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, à l'exception d'une fraude commise directement par ledit membre du conseil d'administration ou découlant de grossière négligence de sa part ou son omission volontaire.

La Corporation s'engage à prendre fait et cause pour le membre du conseil d'administration dans les éventualités susmentionnées. La Corporation doit utiliser les fonds de la Corporation à cette fin et doit obtenir une assurance appropriée.

De plus aucun membre du conseil d'administration de la Corporation ne peut être tenu responsable des actes d'un autre membre du conseil d'administration

de la Corporation qui aurait pu causer du dommage de quelque nature que ce soit à la Corporation.

## **SECTION VII LES DIRIGEANTS**

### **7.1 LES FONCTIONS POLITIQUES**

Les élus aux fonctions politiques de la Corporation sont : La présidence, la vice-présidence, la trésorerie et le secrétariat corporatif. Les élections de la présidence, la vice-présidence et la trésorerie se font lors de la réunion du Conseil prévue à l'article 6.13 des présents règlements. La direction générale assume la fonction de secrétaire corporatif.

### **7.2 POSTES VACANTS**

Toute vacance est comblée par résolution du Conseil pour la durée non écoulée du mandat du dirigeant remplacé.

### **7.3 LA CESSATION ET DESTITUTION**

Cesse immédiatement d'être élu aux fonctions politiques celui :

- a) Présente par écrit sa démission au Conseil;
- b) Cesse d'être membre du conseil d'administration;
- c) Est destitué par un vote affirmatif de six (6) voix des membres du conseil d'administration.

Toutefois, avant qu'une telle mesure ne soit prise, de cessation ou de destitution, un avis écrit préalable de trente (30) jours de calendrier doit être signifié à ladite personne afin de lui donner l'opportunité de s'amender ou d'exposer au Conseil sa version des faits et contester les motifs allégués à l'appui de ces mesures

### **7.4 LES MANDATS ET FONCTIONS**

À l'exception du secrétariat corporatif, le mandat des personnes ayant les responsabilités de fonctions politiques est d'un (1) an. Ils sont rééligibles. Leur rôle et leur fonction sont définis dans la politique du Conseil prévue à cet effet

## **7.5 LA RÉMUNÉRATION**

À l'exception de la direction générale, les membres du conseil d'administration ne sont pas rémunérés pour leurs services. Ils peuvent cependant être indemnisés pour des dépenses directes et raisonnables encourues dans l'exercice de leurs fonctions selon la politique du Conseil prévue à cet effet

## **SECTION VIII : LA DIRECTION GÉNÉRALE**

### **8.1 LA DIRECTION GÉNÉRALE**

La direction générale est embauchée par le Conseil pour, de façon générale, exercer les responsabilités et les fonctions qui lui sont conférées par le Conseil et tel que décrit dans un contrat de travail et dans la politique du Conseil prévue à cet effet. Il est le seul employé du Conseil

### **8.2 LES RÔLES ET FONCTIONS**

La direction générale assume les fonctions de secrétaire corporatif lesquels rôles et fonctions sont précisés dans la politique du Conseil prévue à cet effet

### **8.3 LES COMITÉS OPÉRATIONNELS**

Pour l'aider dans l'exécution de son mandat, la direction générale peut former des comités opérationnels, pour l'aider dans ses fonctions et dont les mandats sont précisés dans la politique du Conseil prévue à cet effet

### **8.4 LE PERSONNEL**

Tous les membres du personnel ainsi que les comités opérationnels sont sous la responsabilité de la direction générale

## **8.5 L'EMBAUCHE ET DESTITUTION**

Un vote de six (6) membres du conseil d'administration est requis pour embaucher ou destituer la direction générale.

## **SECTION XIV : LES DISPOSITIONS DIVERSES**

### **9.1 L'EXERCICE FINANCIER**

L'exercice financier de la Corporation se termine le 31 mars de chaque année.

### **9.2 LES EFFETS BANCAIRES**

Tous les effets bancaires et contrats sont régis par une politique du Conseil prévue à cet effet.

### **9.3 L'AUTORISATION**

Le Conseil est autorisé à poser l'un ou plusieurs des gestes suivants, par simple résolution, et désigner la ou les personnes pouvant agir en son nom à cet effet :

- a) Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la Corporation;
- b) Émettre des obligations ou autres valeurs de la Corporation et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;
- c) Hypothéquer les immeubles et les meubles ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la Corporation;
- d) Nonobstant les dispositions du Code civil du Québec, consentir une hypothèque, même ouverte, sur une universalité de biens, meubles ou immeubles, présents ou à venir, corporels ou incorporels;
- e) Acquérir et détenir des actions de société par actions, les vendre ou autrement en disposer;
- f) Répondre pour la Corporation à tous les brefs de saisie avant ou après jugement ou ordonnance sur les faits et articles qui peuvent être signifiés à la Corporation;
- g) Signer l'affidavit nécessaire aux procédures judiciaires;
- h) Produire une défense aux procédures faites contre la Corporation;



- i) Poursuivre ou faire une requête en faillite contre tout débiteur de la Corporation, à assister et à voter aux assemblées de créanciers et à accorder des procurations nécessaires.

Aucune des présentes dispositions ne limite ni ne restreint les emprunts d'argent par la Corporation sur des lettres de change ou billets à ordre faits, acceptés ou endossés par la Corporation ou en son nom

## **9.4 LIQUIDATION**

En cas de liquidation de la Corporation, les biens de cette dernière seront dévolus à une organisation exerçant une activité semblable

# **SECTION X : LES RÈGLEMENTS**

## **10.1 LES PROCÉDURES D'ADOPTION, DE MODIFICATION OU D'ABROGATION**

Le Conseil a le pouvoir d'adopter, de modifier ou d'abroger les règlements de la Corporation. Sous réserve des exceptions prévues dans la Loi, chaque adoption, modification ou abrogation d'un règlement, à moins qu'elle ne soit ratifiée dans l'intervalle par une assemblée générale n'est en vigueur que jusqu'à la prochaine assemblée générale et si elle n'est pas ratifiée à cette assemblée, elle cesse à compter de ce jour seulement, d'être en vigueur

## **10.2 LA RATIFICATION**

Toute ratification nécessite l'approbation, par majorité simple, des voix des membres votants présents à une assemblée générale annuelle ou extraordinaire dûment convoquée à cette fin, sauf les modifications pertinentes à des changements aux Lettres patentes (changement de dénomination sociale, changement des objets, changement du nombre de membre du conseil d'administration et changement de la localité du siège social), lesquels nécessitent l'approbation des deux tiers (2/3) des voix des membres votants présents à une assemblée générale extraordinaire dûment convoquée à cette fin

### **10.3 L'ABROGATION ET REMPLACEMENT**

Le présent règlement remplace tout autre règlement concernant les affaires générales de la Corporation et tout particulièrement abroge et remplace le règlement général du 17 novembre 2020, ses changements et ses ajouts.

## **SECTION XI : LES DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

### **11.1 L'ENTRÉE EN VIGUEUR**

Les présents règlements entrent en vigueur dès leur ratification par les membres ayant droit de vote réunis en assemblée générale et demeurent en vigueur jusqu'à leur abrogation ou jusqu'à leur modification

### **11.2 L'ADOPTION**

Le présent règlement est adopté par le Conseil de la Corporation pour entrer en vigueur le 23 novembre 2023 selon les dispositions prévues dans les présents règlements. Il sera ratifié par l'assemblée générale des membres de 2023-2024

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT :

Ce qui précède est le texte intégral des règlements généraux dûment adoptés par la Corporation conformément à la Loi

Joliette le 28 novembre 2024

---

Claude De Grandpré  
Président

---

Andrée Saint-Georges  
Secrétaire